



Blocage des négociations...

**la réouverture dépend d'une forte mobilisation
vendredi 6 décembre.**

J eudi 5 décembre 2013, un grand nombre d'administratifs de province et de techniciens étaient toujours mobilisés pour la défense de l'emploi et les mesures de PSE. A souligner, la solidarité entre les salariés canon et ex-Océ. La direction générale n'ayant pas répondu à notre demande de reprise de négociations, alors que cette démarche a largement été soutenue par un grand nombre de salariés qui ont adressé un courrier au PDG.

Face au mutisme de la Direction, une forte délégation de grévistes, accompagnée d'élus CGT, s'est invitée dans le bureau de M. Le Disert, DRH.



Après plus de deux heures d'échanges, ce dernier a refusé l'ouverture de négociations, considérant que la **Direction avait largement donné et qu'il n'y avait plus rien à attendre.**

M. Le Disert n'a pas été en mesure de garantir **qu'il n'y aurait pas de licenciements subis car il existait des incertitudes...** En effet, il a enfin reconnu que les évaluations de départs en préretraite et retraite étaient basées sur des hypothèses statistiques...

Par exemple sur Paris, si le nombre de préretraites ne permet pas le reclassement de jeunes TSAV, ils seront invités à accepter une mutation en Province...

Assailli par une multitude de questions et préoccupations exprimées par les grévistes, M. Le Disert était dépourvu de réponses crédibles !

Nous avons évoqué un certain nombre de situations et notamment celle des salariés administratifs de province, M. Le Disert considère qu'il y aura toujours des solutions de reclassement, notamment chez des distributeurs, fac-similés, etc... Mais toujours pas de garantie !

Bref, il ressort de cet entretien beaucoup de solutions hypothétiques qui ne rassurent personne !

L'attitude méprisante de M. Le Disert révèle que la Direction Générale escompte un essoufflement du mouvement et **considère que pour l'heure, elle n'a pas à concéder davantage.** Il est clair que nos revendications représentent un coût pour l'Entreprise et la **Direction ne veut pas lâcher un euro de plus.**

La Direction acceptera d'ouvrir les négociations à condition que le personnel soit fortement mobilisé. Comme nous l'avions indiqué dès le départ, tout est une question de rapport de force ! La direction ne s'y trompe pas, elle a missionné son encadrement qui, lui-même, est concerné par des suppressions de poste, pour aller démobiliser le personnel. Appels téléphoniques, réunions de service, chantage à la prime, à l'évolution de carrière, etc. **tous les coups sont permis !** En un mot, les salariés contre les salariés et Messieurs Le Disert, Stalin et Marchandise tirent les ficelles.

Toutefois, nos dirigeants commencent à rire « jaune » car les appels clients sont dans le rouge et la clientèle gronde de plus en plus et dans certains cas, commencent à remettre en cause leur contrat.

Le personnel gréviste ayant pris connaissance de l'attitude méprisante de la Direction Générale a décidé de **poursuivre l'arrêt de travail le vendredi 6 décembre.** Compte tenu des enjeux, **une mobilisation massive** sera déterminante pour obtenir la réouverture des négociations. **L'ensemble du personnel est invité à poursuivre l'action et nous appelons les non-grévistes à nous rejoindre demain.**

**Tous ensemble : techniciens, administratifs, commerciaux
Vendredi 6 décembre 2013 dès 8 h 30**

Rassemblement dans les agences pour une assemblée générale du personnel